

La réforme des retraites ignore la dette écologique laissée aux générations futures

23 janvier 2020 / Geneviève Azam



Dette sociale et dette écologique créent une solidarité entre générations. Mais la « réforme » des retraites promue par le gouvernement veut privatiser la première et ignore la seconde, dénonce l'autrice de cette tribune.

Le refus du sacrifice de la solidarité sociale cimente le mouvement présent pour la défense des retraites, au-delà des calculs comptables et des revendications catégorielles. Il témoigne d'une conscience diffuse que la valorisation du capital s'applique à conquérir tous les moments de la vie. Le système des retraites par répartition, fondé sur la solidarité entre les générations, repose sur la reconnaissance d'une dette sociale des générations actives vis-à-vis des générations à la retraite. Il inscrit les vies humaines dans un continuum entre passé, présent et futur. Dans son esprit, les générations anciennes ont contribué à l'édification d'un monde, d'une société, de « richesses » dont héritent les suivantes, appelées à cotiser avant de bénéficier de la retraite à leur tour. Nous y reviendrons.

Pensé pendant la Deuxième Guerre mondiale, dans un contexte d'effondrement de la civilisation européenne, le système des retraites dont nous héritons se voulait aussi une réponse aux menaces de dislocation dans des sociétés qui seraient massifiées, précarisées, sans repères collectifs, livrées aux lois du marché. C'est ce principe que nous défendons aujourd'hui. Il n'a pas de prix et nous y sommes d'autant plus attachés que les menaces se concrétisent.

Nos raisons de résister à cette démolition sociale s'affaibliraient en ignorant la dette écologique

La reconnaissance d'une dette sociale, ce « roc » des sociétés, selon l'expression de Marcel Mauss, est la cible du capitalisme néolibéral. Le gouvernement français a décidé de le fracturer pour en extraire une manne à disposition des fonds privés d'épargne-retraite. Dans ce monde-là, effaçant les passés, assiégé et piégé par un présent qui écrase les futurs, la dette collective, généralement non qualifiée ou réduite aux dettes publiques,

est stigmatisée. Elle est une aberration, un fardeau, une menace, une atteinte à la liberté individuelle et au dynamisme productif. Seule est reconnue la dette financière privée, liquide, contractuelle, encouragée par une économie d'endettement, dans laquelle le crédit a alimenté une fuite éperdue vers l'accumulation, la spéculation et la consommation, empêchant de faire le deuil de ce monde asphyxié.

Le roc menacé résiste et l'argumentaire de la réforme, déconstruit pied à pied, ne peut plus guère s'imposer qu'avec la matraque et la projection des gaz lacrymogènes. Il reste pourtant encore des pièces majeures à déboulonner pour faire crouler l'édifice gouvernemental. La violence de l'attaque sociale et politique ne doit pas, au nom d'une efficacité supposée de la lutte ou de priorités, réduire les raisons de nos révoltes et oublier les désastres écologiques. Ce serait abolir ou suspendre les prises de conscience, réflexions, propositions, rébellions, assumées publiquement désormais par les plus jeunes générations.

Nos raisons de résister à cette démolition sociale s'affaibliraient en ignorant la dette écologique. Le système actuel en effet a été conçu pendant les Trente Glorieuses, dans un contexte où le « *progrès* » est devenu une norme historique, appuyée sur les croyances en la possibilité d'une croissance économique infinie, d'un progrès technique salvateur, d'une « *modernisation* » à marche forcée. Ce fut le socle d'un consensus politique, au-delà des divisions partidaires. Il semblait évident que les jeunes générations vivraient désormais et pour toujours dans un monde meilleur que celui des générations précédentes. La solidarité des actifs vers les retraités traduisait ce progrès nécessaire, linéaire et non interrogé. L'avenir semblait tracé, prévisible, calculable, planifiable. Les alertes étaient étouffées et décriées comme potentiellement réactionnaires au nom de la grande marche du progrès.

**Les « richesses » héritées s'avèrent pour beaucoup des poisons
ou des déchets dont nous ne savons que faire**

Plus d'un demi-siècle plus tard, ces illusions de la société industrielle et du productivisme s'effondrent. Les générations futures, que le « *développement durable* » voulait préserver des catastrophes écologiques, sont là. Elles sont confrontées à des régressions sociales et politiques, à des catastrophes écologiques, à une guerre au vivant. Les interrogations sur un futur en partie non prévisible et menaçant sont autant de défis qu'aucune génération précédente n'avait eu à affronter. Ces régressions, cette menace sur la pérennité même de la vie, ne tiennent pas seulement à la violence des politiques néolibérales en cours. Elles puisent aussi aux conséquences de choix industriels, agricoles, énergétiques, consuméristes qui furent le pendant des droits sociaux obtenus dans l'après-guerre. Les « *richesses* » héritées s'avèrent pour beaucoup des poisons ou des déchets dont nous ne savons que faire. L'aspiration à la justice et la nécessité d'une autre répartition des richesses ne sont pas seulement une affaire de transferts monétaires entre classes sociales ou classes d'âge. La dette écologique ne peut être compensée ou liquidée sauf à convoquer l'arsenal de la finance verte. Elle est un appel à une solidarité fondée sur le respect des limites de la Terre.

C'est pourquoi, les projections comptables pour les retraites à l'horizon 2027 ou 2035, en ignorant les scénarios du réchauffement climatique et de la réduction de la biodiversité ou tout simplement les désastres présents, tiennent du déni de la catastrophe écologique. La limite des 1,5 °C de réchauffement climatique à l'horizon 2100 sera certainement dépassée dans les années 2030. Les statistiques économiques auront explosé avant ! De même, fixer le montant total des retraites à 14 % du produit intérieur brut (PIB), outre **son ineptie économique et humaine**, revient encore et surtout à faire du PIB et de la croissance économique la condition de la solidarité. Avaliser cela, quel que soit d'ailleurs le pourcentage attribué et fût-il élevé, est un déni du réel, une réduction de la solidarité entre générations, un massacre programmé des générations « *futures* », déjà là et à venir.

Dette écologique et dette sociale sont ces rocs attaqués pour être convertis en actifs monétaires privés. Ils ne pourront résister que de nos luttes.

Lire aussi :

Jeunes et vieux : la guerre des générations n'aura pas lieu

Source : Courriel à *Reporterre*

Photo :

.chapô : manifestation contre la réforme des retraites le 5 décembre 2019, à Paris. ©

NnoMan Cadoret/*Reporterre*

- *Dans les tribunes, les auteurs expriment un point de vue propre, qui n'est pas nécessairement celui de la rédaction.*

- *Titre, chapô et intertitres sont de la rédaction.*

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/La-reforme-des-retraites-ignore-la-dette-ecologique-laissee-aux-generations-futures>